

**Le Moyen-Orient, la première guerre mondiale
et les nouveaux axes géopolitiques**

Jusqu' au début du XX^{ème} siècle, si plusieurs événements ont eu un impact significatif dans les pays arabes, le plus important est le déclenchement de la première guerre mondiale en 1914. Avec l'assassinat du prince héritier d'Autriche à Sarajevo, l'Autriche déclare alors la guerre à la Serbie. La Russie et la Grande-Bretagne ont soutenu la Serbie et l'Allemagne se tenait du côté de l'Autriche. L'Empire Ottoman tout d'abord, a hésité entre trois positions : ³⁷ rester neutre, puis rejoindre les Alliés, et enfin rejoindre l'Allemagne.

Les partisans de la neutralité :

Minoritaires dans le gouvernement turc, leur opinion est d'affirmer qu'un résultat n'est pas garanti avec cette guerre où les pertes seront aussi bien pour les vaincus que les vainqueurs. Ils veulent attendre et ne pas entrer dans cette grande guerre.

L'autre opinion :

Les membres de Gouvernement Ottoman qui ont étudié dans des universités en France ou en Grande-Bretagne sont des intellectuels, ils soutiennent l'adhésion aux alliées. Et l'Empire devra être à la recherche de ses propres intérêts et oublier l'occupation de l'Egypte et de la Tunisie par la Grande-Bretagne et la France. Ils pensent de ce fait, pouvoir récupérer ces territoires par la voie de la négociation après la victoire de cette guerre mondiale.

La majorité :

Le troisième point de vue, est l'opinion majoritaire au sein du gouvernement. Les membres du gouvernement qui ont étudié dans les instituts de Berlin sont des militaires, et souhaitent se rallier à l'idée qu'il faille entrer en guerre sans hésitation. En effet, l'Empire Ottoman considérait l'Allemagne comme un pays émergent, fort économiquement et militairement. Il souhaite récupérer, même par la force, le territoire égyptien et tunisien occupés.

L'entrée en guerre de la Russie va confirmer la position des majoritaires en soutenant

³⁷ Öztuna, Tahsin Yilmaz. 1989. *Histoire abrégée de la Turquie*. II vols. Vol. II. ISTANBUL : Faisal Finance Institution INC

l'Allemagne. L'armée de l'Empire Ottoman est encadrée par des officiers allemands et son effort de guerre soutenu par des devises allemandes. Avec la première guerre mondiale, l'Empire Ottoman perd contre la Russie des territoires dans le Caucase située entre l'Asie et l'Europe et également du terrain en Mésopotamie, située entre les fleuves Tigre et Euphrate, ce qui correspond pour sa plus grande part à l'Irak actuel. Les provinces d'Égypte, d'Arabie, de Syrie et de Palestine ne seront plus ottomanes.³⁸ La coalition de l'Empire Ottoman à l'Allemagne menace des territoires économiquement stratégiques pour la Grande-Bretagne, comme le canal de Suez et les champs de pétrole en Iran.

Ceci incite la Grande-Bretagne à mener une série de mesures qui révélait clairement ses intentions vers le Moyen-Orient :

-elle a commencé par abandonner sa politique traditionnelle de maintien de l'Empire Ottoman et a convenu avec les puissances alliées (France et Russie) de diviser le territoire cet Empire après la guerre mondiale.

-elle a occupé la Ville de Bassora, en Irak, et a débarqué des troupes. Quelques références indiquent que l'opération a été décidée avant l'entrée en guerre des ottomans³⁹

-elle annonce la mise sous la protection britannique de l'Égypte.

1. La Grande-Bretagne, la France, et les Arabes du Moyen-Orient Pendant la Guerre :

Il est connu que la légitimité de la domination ottomane dans le Moyen-Orient arabe est due à l'influence du facteur religieux, car le Sultan ottoman est aussi le chef religieux, soit le Calife, de tous les musulmans qui fait appliquer la Charia (la loi sainte) sur le Califat (territoire musulman). Lorsque l'Empire Ottoman entra en guerre au côté de l'Allemagne et ses alliés, le Sultan appelait son peuple au Djihad (la guerre sainte chez les musulmans) contre les Alliés. Beaucoup d'Arabes ont participé à cette guerre au côté de l'Empire Ottoman, au motif

³⁸ Bozarlan, Hamit. 2006. *Histoire de la Turquie contemporaine* : Éditions La Découverte.

³⁹ Sellier, Jean sellier et André. 1993. *Atlas des peuples d'orient* : La découverte. P 57

qu'il s'agit d'une guerre contre le Califat.

1.1. La révolte arabe

Certains d'Arabes ont néanmoins refusé cette participation pour affirmer leur opposition à l'attitude ottomane vers le peuple arabe depuis les dix dernières années, créant ainsi, une instabilité dans le territoire. En fait, la position des nationalistes arabes qui refusaient de participer à la première guerre mondiale, renforcera leur désir d'indépendance avec l'aide de toujours de la Grande Bretagne, qui vise à diviser l'Empire ottoman. Mais comment procéderont-ils ?⁴⁰ La Grande-Bretagne était au courant des contradictions entre les Arabes nationalistes et l'Empire ottoman. Elle était aussi au courant de l'ambition personnelle du Chérif Hussein de la Mecque qui est le Gouverneur du Hedjaz. Elle a travaillé à exploiter la position des Arabes afin de s'assurer un soutien dans la première Guerre mondiale. Ainsi ils ont déployé dans la région du Moyen-Orient des espions qui vont travailler avec les agents de renseignement britannique⁴¹. Ces agents, officiellement présents comme des chercheurs en civilisation orientale, se rapprochaient ainsi de Chérif Hussein de la Mecque.

Par l'annonce de la révolte arabe contre l'Empire Ottoman, les agents britanniques ont pris contact avec le Chérif Hussein de la Mecque afin d'organiser la révolte. En s'engageant avec la Grande-Bretagne pour obtenir un État indépendant, en contrepartie, les Arabes doivent rejoindre les alliés dans la grande guerre contre les Allemands. L'interlocuteur de la Grande-Bretagne sur le territoire arabe fut Sir Henry McMahon.

1.2. L'accord McMahon-Hussein

Sir Henry McMahon est haut-commissaire britannique en Égypte. Il rencontre le Chérif Hussein de la Mecque et les dirigeants arabes le plus influents.⁴² Au cours de ces discussions, McMahon promis à Hussein un État arabe indépendant se situant entre l'Iran et l'Égypte.

⁴⁰ Seoudi, Noureddine. 2005. *La Formation De L'orient Arae Contemporain 1916-1939*: L'harmattan.

⁴¹ Il s'agit bien de Thomas Edward Lawrence connu comme : Lawrence d'Arabie.

⁴² SEOUDI, Noureddine. 2005. *La Formation De L'orient Arabe Contemporain 1916-1939* : L'harmattan. P72

C'est ainsi qu'est né ce que nous appelons aujourd'hui la correspondance McMahon-Hussein, qui s'étend de juillet 1915 à janvier 1916, et dans laquelle le Britannique négocie avec le Chérif Hussein de la Mecque, les termes selon lesquels les Arabes se révolteraient contre l'Empire Ottoman. Les Britanniques ont concédé dans cette correspondance l'existence d'un futur pays arabe indépendant incluant le territoire de la Palestine. Les Arabes se sont finalement révoltés contre les ottomans en 1916, et ont combattu dans une série de campagnes qui se sont soldées par la prise de Damas en septembre 1918. En 1915, les dirigeants nationalistes arabes ont rencontré Fayçal, le fils de Chérif Hussein de la Mecque, à Damas juste avant le début des négociations entre Hussein et McMahon. Les partis politiques arabes étaient non autorisés par l'Empire Ottoman. Donc c'est en secret qu'ont été menées les négociations avec la Grande-Bretagne. Elle accepta les conditions du "Protocole de Damas" comme la base de la négociation.⁴³ Ces conditions sont :

- la Grande-Bretagne reconnaît l'aide des Arabes pour établir un "royaume arabe unifié" sur les partis arabes de l'Asie à partir de la latitude nord de 37 à Mersin, soit Adana (ville en Turquie actuelle), et au sud par l'océan Indien, à la frontière à l'Est avec l'Iran, et enfin à l'Ouest par la mer Méditerranée et la mer Rouge. (Voir cartes page 57 et 58)
- la Grande-Bretagne s'est engagée à aider cet État économiquement et militairement à l'avenir.
- La Grande-Bretagne doit travailler à abolir les concessions étrangères.
- La Grande-Bretagne obtient des privilèges spéciaux en ce qui concerne les affaires économiques.

Est-ce que les deux parties concluant cet accord, le respectent ?

Les Arabes :

Le Chérif Hussein s'est engagé à se révolter contre les ottomans. Il déclare la révolution arabe et libère la région de Hedjaz. L'armée révolutionnaire dirigée par son fils Fayçal et accompagnée de Thomas Edward Lawrence d'Arabie avance vers le nord, libère la ville

⁴³ Barker, Randall. 1979. *King Husain and the Kingdom of Hejaz* Oleander Press p 66.

d'Aqaba (dans le sud de la Jordanie aujourd'hui), puis vers le nord de la Transjordanie, et arrive à Damas un jour avant l'arrivée du général britannique Allenby et son armée.

L'armée révolutionnaire avance vers le reste du nord de la Syrie, elle arrive à Alep, près de la frontière turque, les combats ne cesseront qu'en 1918, lorsque les Ottomans se sont retirés définitivement de Damas, ils ont accepté l'armistice de Moudros, puis enfin dans le Traité de Sèvres qui plaçait sous mandat britannique et français les anciennes provinces arabes de l'empire.

Ainsi, la région Hedjaz est libérée par le Chérif Hussein, ainsi que la Transjordanie et la Syrie grâce à Fayçal, Lawrence d'Arabie et Allenby.

Les Anglais :

La Grande-Bretagne ne tient pas ces promesses au Chérif Hussein⁴⁴, car l'accord McMahon-Hussein fut oral. Aucun traité ne fut donc rédigé.⁴⁵ En effet, le Chérif considérait que les lettres échangées avec McMahon obligent la Grande-Bretagne à mettre en œuvre ses engagements, mais les choses sont loin de la vérité. Ces promesses menacent les intérêts français, notamment en Syrie. La Grande-Bretagne ne les applique pas et ne répond pas à ses engagements. Parallèlement à sa correspondance avec le Chérif Hussein, elle était en contact permanent avec la France pour la mise en œuvre d'un nouveau plan complètement différent. Ce plan est apparu dans l'accord Sykes-Picot en 1916 et contredit la Convention McMahon-Hussein, et qui est incompatible avec les exigences du nationalisme arabe.

1.3. La déclaration de Balfour

La deuxième preuve du mensonge britannique, est la déclaration de Balfour en 1917. Lord Balfour, ministre britannique des affaires étrangères, se déclare en faveur de l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple Juif. Cette déclaration est considérée comme une des premières étapes dans la création de l'État d'Israël. Cette déclaration s'inscrit en contradiction avec les engagements pris auprès des nationalistes arabes qui revendiquent un

⁴⁴ SEOUDI, Nouredine. 2005. *La Formation De L'orient Arabe Contemporain 1916-1939* : L'harmattan. . P73

⁴⁵ PROST, Claude. 1924. *La puissance chérifienne et le Wahabisme*. I vols : Paris.

grand État indépendant.⁴⁶ Nous reparlerons de ce territoire avec la seconde guerre mondiale.

1.4. La conférence de San Remo

Cette conférence a lieu à San Remo, en Italie, en 1920, soit après la fin de la première guerre mondiale. Elle est composée de représentants de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Italie, du Japon, de la Belgique et aucun représentant arabe. Ce comité supérieur a ainsi fixé le sort des provinces arabes de l'Empire Ottoman en déclin. Notamment, il place la Palestine sous un mandat du gouvernement britannique. Les Français reçurent un mandat sur la Syrie et le Liban.⁴⁷ Et furent également préparées les conditions du traité de paix avec la Turquie.

Pour résumer :

La Grande-Bretagne a donné aux Russes le contrôle des Détroits. L'idée d'un partage de l'Empire Ottoman entre les pays européens fait son chemin au début du XX^{ème} siècle. En 1915, la France a décidé de prendre la Syrie officiellement, Palestine comprises. La Grande-Bretagne veut annexer la région de Bassora, à laquelle tient l'Empire des Indes. Elle souhaite aussi instituer un Califat arabe à la place du Sultan Ottoman. Cela s'accompagnerait de l'instauration dans la péninsule arabique et le Croissant fertile d'États Arabes « clients » de la Grande-Bretagne.

Les autorités britanniques du Caire défendent le projet de Califat arabe. Un échange de correspondance s'établit entre Sir Henry Mac Mahon, haut-commissaire en Égypte, et le Chérif Hussein de La Mecque. Influencé par ses fils, celui-ci demande en 1915 le Califat et l'indépendance de tous les pays arabes.

A l'issue de la guerre mondiale de 14-18 Henry Mac Mahon promet la création d'un vaste royaume arabe allié à la Grande-Bretagne et englobant la péninsule arabique, la Palestine, la Syrie et la Mésopotamie, soit tous les territoires de l'Empire Ottoman en Asie. En parallèle, le 19 mai 1916, le diplomate anglais Mark Sykes et son interlocuteur français

⁴⁶ COMPAGNON Olivier, « BALFOUR DÉCLARATION (1917) », *Encyclopædia Universalis* [en ligne], URL : <http://www.universalis.fr/encyclopedie/declaration-balfour/>

⁴⁷ PICAUDOU, Nadine. 1992. *La Décennie qui ébranla le Moyen-Orient, 1914-1923*. Bruxelles, Editions Complexe.

François-Georges Picot signent à Londres les accords portant leur nom et préparant le partage du Proche-Orient arabe entre les deux puissances alliées. La France se voyait attribuer le Liban et la Syrie du Nord, et la Grande-Bretagne, la Mésopotamie et la Syrie du Sud. Alors que le sort de la Palestine est voué à un hypothétique statut international, elle demeurait incertaine : une partie des territoires concernés serait administrée directement, et l'arrière-pays devant constituer le « royaume arabe » promis à Hussein et à ses fils.

Exploitant le nationalisme arabe pour battre les ambitions françaises, la Grande-Bretagne va également jouer la carte sioniste en Palestine⁴⁸, car c'est un territoire utile, pour elle, à la protection du canal de Suez. Les Français ne sont pas en reste et, dès juin 1917, Jules Cambon (secrétaire général du quai d'Orsay de l'époque) prend position en faveur d'une présence juive en Palestine, cinq mois avant que la Grande-Bretagne s'engage à son tour sur ce point avec la déclaration Balfour du 2 novembre suivant. À cette époque, le ministre français des affaires étrangères, F-G. Picot, espère obtenir la mise en place dans cette région d'un condominium franco-anglais, mais la part prépondérante prise par les Britanniques à l'effort de guerre en Orient limite les ambitions de Paris. Les forces françaises n'interviennent en effet que marginalement dans la «révolte arabe» conduite par Lawrence et l'Emir Fayçal et dans l'offensive lancée depuis l'Égypte par l'armée du Général Allenby.

⁴⁸ CONARD, Philippe. 2002. *Le Proche-Orient sous mandats français et britannique*. Clio.

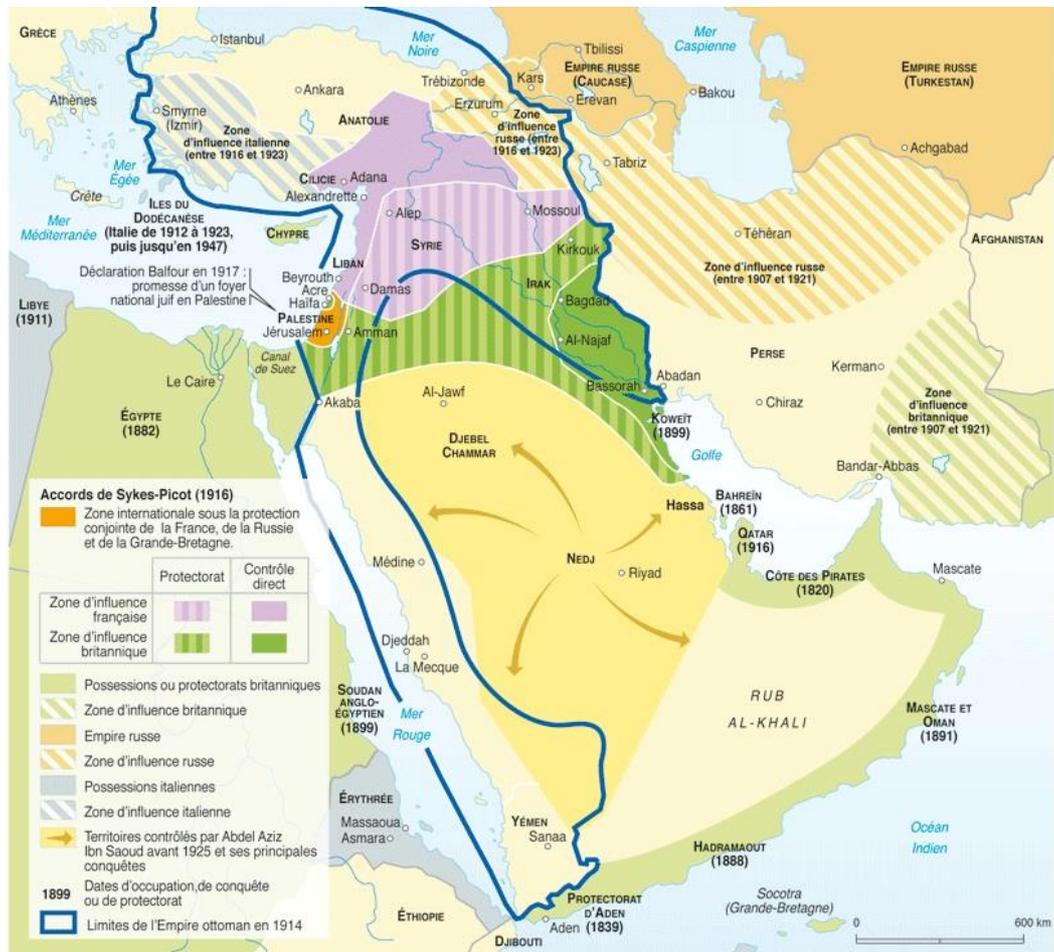


Figure 6 Accord de Sykes- Picot 1916

Source : G. Blake, J. Dewdney, J. Mitchell, The Cambridge Atlas of the Middle East and North Africa, Cambridge University Press, 1987.

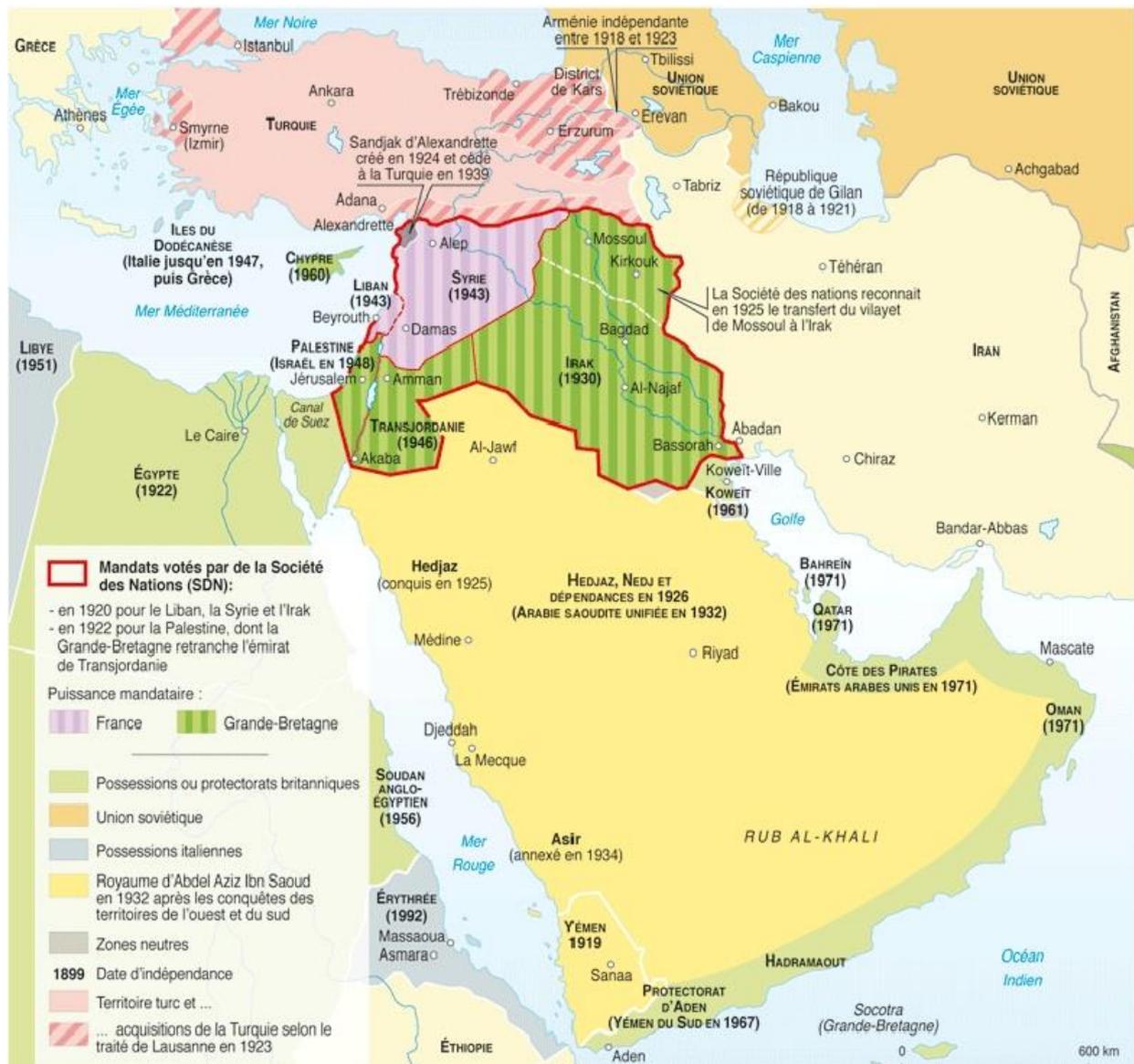


Figure 7 Mandats votés par de la Société des Nation

Source : G. Blake, J. Dewdney, J. Mitchell, The Cambridge Atlas of the Middle East and North Africa, Cambridge University Press, 1987.

2. Le Moyen-Orient et Afrique du Nord après la Première Guerre mondiale :

À la fin de la Première Guerre mondiale, la zone du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord est proche de sa forme actuelle. Ce qu'on a appelé à la fin du XIX^{ème} siècle L'Empire Ottoman sera transformé dans les décennies à venir en 24 pays indépendants, dont 22 pays arabes qui

ont formé la “Ligue Arabe”, un pays Turc (héritage de l'empire ottoman effondré) et l'État d'Israël. Ces régions devenues états, ont désormais gagné leurs indépendances face de l'Empire Ottoman déchû. Les frontières sont créées, les pays s'organisent. Devenus ainsi libres de cette occupation ottomane, elles sont néanmoins retombées sous l'occupation directe ou indirecte des pays occidentaux comme la Grande-Bretagne, la France et l'Italie. Ces pays sont encore faibles face à ces grands pays puissants.

Si nous voulons en parler en détail :

-Ce qui était connu comme Moutassarifat (département) du Mont-Liban dans l'Etat de Wilaya, Al chame est devenu l'État du Liban sous l'occupation française directe. Puis, l'Etat Wilaya en Égypte est devenue le royaume d'Égypte sous l'occupation britannique, mais avec la présence du roi égyptien.

-La Transjordanie est devenu le Royaume hachémite de Jordanie sous le contrôle des britanniques, et ce qui restait de l'Etat Wilaya, Al chame est devenu la République Syrienne sous l'occupation française. Le Welaya de Bagdad est devenu l'État de l'Irak sous l'occupation britannique.

-L'Algérie est devenue française. La Tunisie et le Maroc sont sous l'occupation française. La Libye sous l'occupation italienne.

-La région du golfe est devenue les émirats suivants : le Koweït, le Qatar, Bahreïn, les sept Émirats de Trêve (plus tard, ils formeront les Émirats arabes unis) et L'État d'Oman, qui sont tous soumis aux traités de protection politique avec les Britanniques.

-Le Yémen et l'Arabie saoudite sous l'influence des Britanniques (Les États-Unis plus tard).

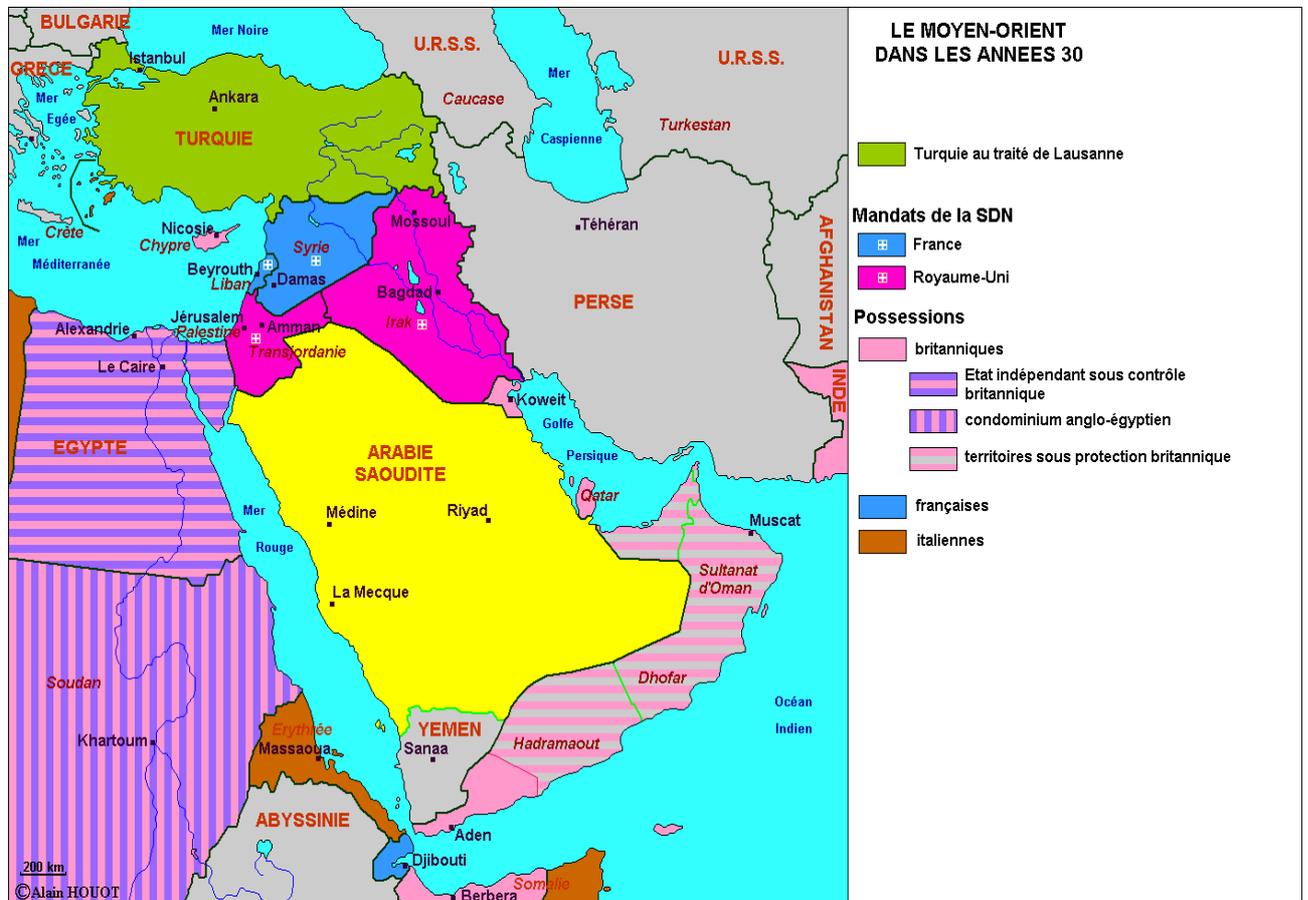


Figure 7 Le Moyen-Orient dans les années 30

Source : Alain HOUOT. monatlas.fr

3. La Seconde Guerre mondiale et l'apparition de la politique américaine dans le Moyen Orient :

La Seconde Guerre mondiale a été une catastrophe majeure pour l'humanité, qui a causé la destruction et de la dévastation et des millions de morts. A la fin de cette guerre, le monde est devenu différent de ce qu'il était avant. De nombreux États sont nés et certains d'entre eux ont disparu de la carte politique du monde, mais les changements les plus importants ont été le recul des grands Empires et la montée des nouveaux pays qui vont contrôler le monde au cours des décennies à venir.

Les États-Unis n'étaient pas avant la guerre un pays marginal, bien sûr, ce fût l'occasion pour eux de se transformer une "superpuissance" mondiale.

Les États-Unis, bien que demeurant neutres, s'engagent dès la fin de l'année 1940 en faveur de la Grande-Bretagne. Elles soutiennent les interventions britanniques en Irak et en Syrie (la grande Syrie pas la Syrie actuelle), ainsi que le coup de force en Égypte ; d'où l'armée britannique encerclant le Palais Royal Egyptien et oblige le roi Farouk à accepter la solution politique proposée par Londres pour former un gouvernement autour de l'homme politique *Nahhas Pacha*.

A partir de 1941, les Américains ont accepté qu'une partie de l'aide américaine accordée à la Grande-Bretagne soit envoyée directement au Moyen-Orient. Pour réaliser cette décision une mission américaine se rend dans la région. Elle conclut à la mise en place d'un "corridor persan" destiné à approvisionner l'URSS, qui vient d'être attaquée par l'Allemagne, en pétrole du Moyen-Orient (Koweït et Bahreïn essentiellement). Plus de 20 000 Américains sont envoyés dans le Golfe pour mettre en place ce corridor.

Après l'entrée en guerre des États-Unis, ces derniers ont considéré l'Égypte (sous Mandat britannique) une zone vitale pour la défense américaine, donc ces territoires peuvent bénéficier de la loi "prêt-bails"⁴⁹. La gestion des ressources et des approvisionnements du

⁴⁹ Le programme Prêts-bails (programme « Lend-Lease » en anglais) était un programme d'armement

Moyen-Orient est assurée par un organisme sous-direction britannique, le “Middle East Supply Center”, dans lequel entrent les États- Unis en mai 1942.

Ce qui concerne le golfe un commandement spécial américain est établi sous le nom de “Persian Gulf Command”. Et comme cela en quelques mois, la politique stratégique américaine modifie la situation politique du Moyen-Orient. Les Américains inquiètent d'une invasion allemande du Moyen-Orient après leur avancement à Stalingrad.

Les États-Unis se préparent à une bataille décisive qui pourrait avoir lieu dans le Sud de l'Irak. Le projet de débarquement en Europe est ajourné et la priorité est donnée à une invasion de l'Afrique du Nord pour prendre à revers les forces de l'Axe en Afrique. Le débarquement a lieu le 8 novembre 1942.

La bataille d'El-Alamein et la victoire soviétique à Stalingrad éloignent définitivement toute menace allemande sur le Moyen-Orient.⁵⁰

3.1. Avec les Américains quelle différence ?

La politique américaine s'appuie sur des conceptions différentes de celle de la Grande-Bretagne. Les États-Unis, avec le président Roosevelt, estiment que les Européens exploitent les peuples colonisés sans leur apporter un meilleur niveau de vie. Son idée était la suivante : “Il faut profiter de la guerre pour mettre sous tutelle les colonies afin de favoriser l'émancipation des populations colonisées”.

En conséquence, les États-Unis soutiennent la Grande-Bretagne, mais ne souhaitent pas le maintien de l'Empire britannique au Moyen-Orient. Le président Américain est favorable à une indépendance totale et rapide, finalement en 1941, de l'Égypte, Irak, Palestine et Jordanie. Les États-Unis et la Grande-Bretagne s'engagent à garantir le droit des peuples à choisir leur forme de gouvernement. Ils favoriseront l'application des droits souverains et l'instauration de libres gouvernements.

mis en place par les États-Unis pendant la Seconde Guerre mondiale, afin de fournir les pays amis en matériel de guerre sans intervenir directement dans le conflit (avant l'entrée en guerre des États-Unis).

⁵⁰ CLOAREC, Vincent. *Le Moyen-Orient au 20ème Siècle 2000* : ARMAND Colin. p83

3.2. La relation et la coopération américano-saoudienne :

La présence militaire et logistique américaine dans le Golfe renforce les relations avec le Roi Saoudien. En 1941, Roosevelt décide d'accorder une aide financière à l'Arabie-Saoudite. Cette aide est destinée à maintenir ce pays dans le camp allié, car dans cette période, les découvertes de pétrole n'ont pas encore donné des résultats.

Dès 1942, les experts américains prennent conscience du rôle stratégique de l'Arabie Saoudite dans l'économie occidentale. Les réserves pétrolières des pays occidentaux pourraient s'épuiser à moyen terme selon les estimations de l'époque. Les États-Unis décident donc d'intensifier leur présence dans le royaume. En 1944, la compagnie américaine dispose des plus importantes concessions pétrolières du Moyen-Orient sous le nom "d'Arabian American Oil Company" soit ARAMCO. Elle renforce ses liens avec le royaume

Saoudien où les Américains se donnent une mission de développement économique et social, en se lançant dans de grands programmes de construction d'infrastructures de transports, de dispensaires, d'écoles professionnelles et d'irrigation. Le Roi Saoudien n'entend toutefois pas être trop fortement lié aux États-Unis. Il continue de garder de bonnes relations avec la Grande-Bretagne. La question des concessions pétrolières a déclenché quelque conflit entre Londres et Washington.

Le souverain Saoudien se pose également comme le porte-parole des Arabes auprès des Américains, notamment pour ce qui concerne la question palestinienne. Au début de l'année 1945, la Grande-Bretagne décide de réduire sa subvention au royaume tandis que les États-Unis maintiennent la leur. Ces derniers envoient une mission militaire chargée d'instruire l'armée saoudienne et obtiennent la possibilité d'établir une base aérienne à Dhahran (une ville à l'est d'Arabie Saoudite). De retour de Yalta⁵¹, Roosevelt rencontre en Mer Rouge le souverain Saoudien. L'Emir Faysal se rend à son tour aux États-Unis en juillet 1945. Ces visites concernent les relations Américano-Saoudiennes, qui se poursuivront avec le même élan jusqu'à nos jours.

⁵¹ La conférence de Yalta, qui réunit les chefs de gouvernement de l'Union soviétique (Joseph Staline), du Royaume-Uni (Winston Churchill), des États-Unis (Franklin D. Roosevelt)

3.3. La position américaine sur la question palestinienne :

Roosevelt s'est rapproché en 1945 des États Arabes. Jusque-là favorable au sionisme, il s'est engagé auprès de ces derniers à ne pas favoriser les projets sionistes en Palestine.⁵² Son successeur, Truman, est sincèrement ému par l'Holocauste. Il multiplie les déclarations publiques en faveur de la cause sioniste tout en réaffirmant en privé les assurances données par son prédécesseur aux États Arabes. Par ailleurs, l'occupation militaire alliée en Allemagne rend les États-Unis responsables de l'avenir des rescapés des camps. Truman estime qu'il aura besoin du soutien de l'électorat juif lors des élections de 1948. La communauté juive américaine finance par ailleurs son parti démocrate. Les États-Unis ne souhaitent pas ouvrir leur territoire à l'émigration des Juifs d'Europe, Truman s'oriente vers la solution palestinienne. Mais la diplomatie américaine y est hostile, car elle veut ménager les pays arabes en raison du pétrole. Elle songe déjà également aux dangers d'une expansion soviétique dans la région.

En juillet 1945, Truman a demandé à la Grande-Bretagne de délivrer aux juifs d'Europe des certificats d'immigration pour la Palestine, pour construire l'Etat Juif promis. Devant le refus de Londres, Truman décide de porter la question sur la place publique. Ernest Bevin, le chef de la diplomatie britannique, propose alors de former une "commission d'enquête anglo-américaine sur le sort des juifs d'Europe".

Commission d'enquête anglo-américaine sur le sort des juifs d'Europe.

Cette commission est constituée en janvier 1946 :

-Elle conclue à la nécessité du maintien du mandat Anglais sur la Palestine, ou de placer celle-ci sous tutelle de l'ONU.

-Elle propose l'annulation des principales résolutions du "Livre blanc" de 1939, dont notamment les quotas à l'immigration.⁵³

⁵²CLOAREC, Vincent. *Le Moyen-Orient au 20ème Siècle 2000* : ARMAND Colin. P 96

⁵³ Le Livre blanc de 1939, aussi connu comme le Livre Blanc de Mac Donald après Malcolm Mac Donald, secrétaire britannique aux colonies, il était un document d'orientation publié par le gouvernement britannique de Chamberlain, il propose l'idée de cloisonner le Mandat pour la Palestine, comme recommandé

- La commission d'enquête estime qu'il faut favoriser le développement économique de la Palestine afin que les Arabes de Palestine rattrapent le niveau de vie des Juifs.

L'Assemblée Générale des Nations-Unies est saisie pour la question de plan de partage fin novembre 1947. Les travaux en sous-commissions ont précisé le contenu du projet de l'UNSCOP (United Nations Special Committee On Palestine). L'État juif couvrirait 55 % de la Palestine mandataire. Si la Grande-Bretagne annonce publiquement son refus de voter le plan de partage, les responsables américains demeurent divisés. Les militaires et les diplomates prédisent une guerre Judéo-Arabe. Mais la Maison blanche estime que le projet a le soutien de l'opinion publique américaine et elle décide de le voter. Le bloc de l'Est, derrière l'URSS, s'engage également en faveur du vote. La majorité des deux tiers n'étant pas acquise, les États-Unis exercent des pressions économiques sur les États d'Amérique latine, ainsi que sur les Européens, dans la dépendance américaine pour leur reconstruction (plan Marshall). C'est ainsi que la France est invitée à voter pour le plan. Ce dernier est donc finalement approuvé à la majorité requise le 29 novembre 1947 par la recommandation n° 181 de l'Assemblée générale des Nations unies.

Toutefois, dès l'annonce du plan de partage, les violences éclatent, notamment dans la région de Jérusalem. La grève générale est décrétée par les Arabes et les quartiers juifs sont attaqués, entraînant des opérations de représailles de la part des groupes sionistes radicaux. Les autorités britanniques refusent de maintenir l'ordre et laissent le pays s'enfoncer dans la guerre.

Nous pouvons donc constater qu'à la fin des années quarante le Moyen-Orient est entré au centre de toutes les attentions des États-Unis, et ceci pour plusieurs raisons :

La première raison et la plus importante à mon avis :

La raison la plus importante pour moi est l'économie. A cette époque, 70 % des réserves mondiales de pétrole se trouvent dans le Golfe Persique.

dans le rapport de la Commission de 1937, en faveur de la création d'une Palestine indépendante régie par les Arabes palestiniens et les juifs en proportion de leur nombre dans la population en 1939.

Les États-Unis ont constaté que le moyen le plus sûr de maintenir ces réserves de pétrole sous leur contrôle est de développer des relations avec les pays producteurs. Les États-Unis comme nous l'avons mentionné précédemment, et contrairement à la Grande-Bretagne, ont toujours été opposé à la colonisation. Les États-Unis préfèrent développer des partenariats avec les pays ayant des intérêts stratégiques et économiques. Mais en laissant à ces pays le bénéfice de tous les aspects de leur indépendance politique, et également le choix de leur système politique, mais à condition que les intérêts américains soient toujours protégés et prioritaires.

L'application de cette stratégie a été démontrée à travers les relations entre les États-Unis et le Royaume d'Arabie Saoudite. Ce dernier est l'un des pays les plus vaste et les plus importants du Moyen Orient et d'Afrique de Nord, en termes économiques (comme je l'ai mentionné plus tôt).

Toutefois, nous pouvons constater que ces relations économiques ne sont pas équitables. Les Pays Arabes ont besoin de l'économie et de savoir-faire des États-Unis pour exploiter leurs propres richesses. (La technologie d'exploitation du pétrole, les techniques des bourses et le marché financier et leurs fonctions ...etc.). Ces pays sont dans l'obligation d'accepter toutes les exigences imposées par les États-Unis.

La deuxième raison de l'intérêt des États-Unis au Moyen-Orient :

Avec la création de l'État d'Israël en 1948, il est devenu évident que l'impact de la communauté juive a commencé à émerger aux États-Unis. Les politiciens américains ont exprimé leur soutien pour le nouvel État juif, ce soutien n'a pas été accepté par les États arabes, qui ont toujours ignoré l'existence de ce nouvel État d'Israël.

En revanche, les États-Unis ne voulaient pas une confrontation directe avec les Pays Arabes hostiles à l'État Israël. Une longue série d'opérations diplomatiques a été initiée par les États-Unis afin de convaincre les Pays Arabes concernant leur position concernant l'Etat d'Israël. Il serait inconvenable que les Pays Arabes se tournent vers l'Axe Soviétique. Cette stratégie sera au cœur de la politique étrangère des États-Unis pendant plusieurs décennies.

Chapitre IV

Les Tentatives de la Renaissance Arabe

Nous avons mentionné dans les sections précédentes, ce que nous pourrions appeler la première tentative de renaissance au Moyen-Orient et Afrique du Nord, cette tentative est représentée par ce qui s'est passé en Égypte au début du XIX^{ème} siècle, et également la période des Tanzimat vécue dans l'Empire ottoman.

Cette tentative ressemble à d'autres tentatives ont eu lieu en Tunisie et au Maroc, où toutes ces expériences ont porté sur le développement des armées et la réforme financière, fiscale et administrative. Tous ces pays ont essayé de développer leurs systèmes éducatifs basés sur la religion. L'Égypte développait en parallèle le secteur industriel, afin de pouvoir rivaliser avec les industries européennes. Toutes ces expériences n'ont pas réussies pour plusieurs raisons notamment la colonisation et les guerres d'indépendance. En plus, le conflit arabo –israélien. Nous ne pouvons pas ignorer que les pays au Moyen-Orient et Afrique du Nord étaient à travers plusieurs siècles un pays uni et ils sont devenus des pays indépendants, le peuple de ces pays se trouve impliqués dans des conflits frontaliers et idéologiques parfois, ou bien il est en train de créer un d'Etat unis.

1. Les nationalistes arabes et Le Nassérisme :

En 1952, un changement politique majeur s'est produit en Égypte. On appelle ce changement politique ‘ Révolution de Juillet’. Cette révolution a apporté un certain nombre de militaires au pouvoir. Cet événement aura un impact profond non seulement en 'Égypte, mais également sur l'ensemble de la région et se poursuivra pendant plusieurs décennies.

Cette révolution a ouvert une nouvelle ère au Moyen-Orient. Nous voyons apparaître le Nationalisme arabe.

L'idée de nationalisme Arabe est que tous les Arabes soient unis. Plusieurs facteurs doivent être pris en compte. La culture, la langue et l'histoire sont quelques un des facteurs indispensables pour que le terme de nationalisme arabe puisse être prononcé. Ce nationalisme défend la thèse de l'existence d'une seule nation arabe s'étendant de l'Atlantique au Golfe Persique. Mais, ce n'est qu'après la Deuxième Guerre mondiale qu'émerge un nationalisme